

N° 4334¹

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 1996-1997

PROJET DE REGLEMENT GRAND-DUCAL

concernant l'indication de la consommation d'énergie
des lave-vaisselle domestiques

* * *

SOMMAIRE:

	<i>page</i>
1) Avis de la Chambre des Employés privés (18.7.1997)	1
2) Avis de la Chambre des Métiers (23.7.1997)	2

*

AVIS DE LA CHAMBRE DES EMPLOYES PRIVES

(18.7.1997)

Par lettre du 26 juin 1997, référence 7075/CLC/RB, Monsieur Robert Goebbels, Ministre de l'Energie, a soumis le projet de règlement grand-ducal sous rubrique à l'avis de la Chambre des Employés Privés.

1. Ledit projet a pour objet de transposer en droit national une directive européenne du 16 avril 1997 qui règle les modalités d'application d'une directive de 1992 relative à l'indication de la consommation d'énergie des lave-vaisselle domestiques.

Il prévoit à charge des distributeurs et fournisseurs l'obligation de doter les appareils visés d'un étiquetage correspondant aux normes européennes et indiquant entre autres la consommation d'énergie et d'eau. De même, ils doivent joindre dans toute brochure relative au produit en question une fiche d'information uniformisée reprenant l'identité du fournisseur ainsi que diverses informations d'ordre technique.

L'entrée en vigueur des dispositions du projet de règlement grand-ducal sous avis est fixée au 1^{er} juillet 1998. Toutefois, le projet prévoit une phase transitoire jusqu'au 31 décembre 1998 pendant laquelle la mise sur le marché de lave-vaisselle domestiques et la distribution des communications non conformes aux dispositions nouvelles est permise.

2. La Chambre des Employés Privés approuve le projet de règlement grand-ducal sous rubrique, alors qu'elle estime en accord avec les auteurs du projet qu'il convient d'orienter les consommateurs, au moyen d'une information adéquate, vers une utilisation plus rationnelle de l'énergie qui peut également contribuer à une réduction de la pollution de l'environnement naturel.

Luxembourg, le 18 juillet 1997.

Pour la Chambre des Employés Privés,

Le Directeur,
Théo WILTGEN

Le Président,
Jos KRATOCHWIL

*

AVIS DE LA CHAMBRE DES METIERS

(23.7.1997)

Par sa lettre du 26 juin 1997, Monsieur le Ministre de l'Energie, a bien voulu demander l'avis de la Chambre des Métiers au sujet du projet de règlement repris sous rubrique.

Le règlement a pour objet de transposer en droit national la directive d'application 97/17/CE du 16 avril 1997. Cette directive a pour base la directive-cadre 92/75/CEE concernant l'indication de la consommation des appareils domestiques en énergie et en autres ressources par voie d'étiquetage et d'informations uniformes relatives aux produits.

Article 1

Le règlement s'applique aux lave-vaisselle alimentés sur secteur électrique. Sont exclus, les appareils alimentés par d'autres sources d'énergie. Les informations relatives au bruit sont uniquement applicables dans le cas où ces informations sont requises conformément aux dispositions du règlement grand-ducal du 20.6.1990 concernant le bruit aérien émis par les appareils domestiques et qui se basent sur la directive 86/594/CE.

Article 2

Cet article traite de la documentation technique des lave-vaisselle.

L'annexe 1 définit le contenu de l'étiquette (fabricant, modèle, consommation d'énergie, efficacité de lavage et de séchage, consommation d'eau, niveau de bruit, etc.) à fixer à une place bien visible de l'appareil.

L'annexe 2 décrit le contenu de la fiche d'information à inclure dans toute brochure relative au produit.

L'annexe 3 traite de la vente par correspondance et des autres types de vente à distance.

L'annexe 4 présente trois tableaux:

Le classement de l'appareil en fonction de son efficacité énergétique, en fonction de son efficacité de lavage et en fonction de son efficacité de séchage.

Au paragraphe 5 de l'article 2 du règlement, il faut ajouter les mots „et de séchage“.

Ces classements figurent sur l'étiquette décrite à l'annexe 1.

Articles 3 et 4

Le Service de l'Energie de l'Etat (SEE) est l'autorité compétente pour surveiller les fournisseurs et distributeurs établis sur le territoire national en ce qui concerne l'exécution du présent règlement.

L'apposition d'autres étiquettes, marques, symboles ou inscriptions relatifs à la consommation énergétique pouvant induire le consommateur en erreur ou créer une confusion est interdite.

Cette interdiction ne s'applique pas aux systèmes de labels écologiques communautaires ou nationaux.

Le SEE peut exiger que les fournisseurs et distributeurs apportent des preuves au sens de l'article 2, paragraphe 1, du présent règlement quant à l'exactitude des informations figurant sur leurs étiquettes ou fiches, lorsqu'il a des raisons de soupçonner qu'elles sont incorrectes.

Article 5

La mise sur le marché, la commercialisation et/ou l'exposition d'appareils qui ne seraient pas conformes aux dispositions du présent règlement sont tolérées jusqu'au 30 décembre 1998. La Chambre des Métiers est d'avis qu'une instruction ad hoc à l'adresse des commerçants spécialisés relative aux dispositions du nouveau règlement s'impose en vue de la liquidation éventuelle des anciens stocks avant cette date.

Conclusion

La Chambre des Métiers approuve le projet de règlement grand-ducal sous avis dans la mesure où il sera tenu compte des observations formulées à l'article ci-dessus.

Luxembourg, le 23 juillet 1997

Pour la Chambre des Métiers,

Le Sous-Directeur,
Michel BRACHMOND

Le Président,
Paul RECKINGER